



”

**LES BATAILLES PERDUES
D'AVANCE SONT CELLES
QUE L'ON NE MÈNE PAS.**

JUSTICE CLIMATIQUE : MA VICTOIRE AU CONSEIL D'ÉTAT

Le 1^{er} juillet dernier, une étape historique dans la lutte contre l'inaction climatique a été franchie. Je suis très fier d'avoir, dès la fin de l'année 2018, initié cette requête via un recours gracieux contre l'État pour son inaction en matière de changement climatique. J'étais alors maire de Grande-Synthe, une commune située en bord de mer, près de Dunkerque, et les scientifiques évaluaient le risque de submersion de la ville à moins de 30 ans. Insupportable : j'ai donc agi pour que l'État cesse son immobilisme mortifère, signant des accords et continuant tranquillement... de ne rien faire.

En janvier 2019, n'ayant reçu aucune réponse à la suite du recours gracieux, je porte l'affaire au Conseil d'État, la juridiction administrative suprême dans notre pays.

Quelques mois plus tard, j'accepte volontiers que l'Affaire du Siècle (composée des quatre ONG Notre affaire à tous + la Fondation Nicolas Hulot + Greenpeace France + Oxfam France), la ville de Grenoble et la ville de Paris se joignent à la procédure engagée.

RÉSULTAT

01/07/2021 : Le Conseil d'État rend une décision historique et enjoint l'État d'agir dans un délai de 9 mois, sous peine de sanctions financières, pour respecter ses engagements en matière de climat. Désormais, il doit « *prendre toutes mesures utiles permettant d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément aux lois et directives prises.* »

Le cataclysme climatique est en marche : c'est maintenant qu'il faut AGIR. L'Accord de Paris n'est pas un bon mot qui sert à faire joli ! L'Accord de Paris, c'est le socle minimum de notre survie. La décision du Conseil d'État rappelle les dirigeants actuels à leurs obligations : la France est en retard par rapport à ses objectifs climatiques, elle doit doubler le rythme de réduction de ses émissions. Il n'y a plus une minute à perdre. C'est une question de volonté politique et de courage. Cette décision du 1^{er} juillet est donc un signal : celui dont nous avons tou-te-s besoin pour exiger une action à la hauteur de l'enjeu.

Chacune, dans sa commune, son intercommunalité, son département ou sa région, peut agir face aux élu-e-s qui ne se dirigent pas cœur et âme dans cette lutte contre le changement climatique, à travers leur politiques publiques.

Dans tous les domaines, les solutions existent. Alimentation, santé, éducation, logement, transports, énergie, industrie, culture... Faisons toute la place à l'écologie systémique, solidaire, celle qui mène à la résilience et à la dignité. Faisons ensemble ce choix salvateur et heureux.

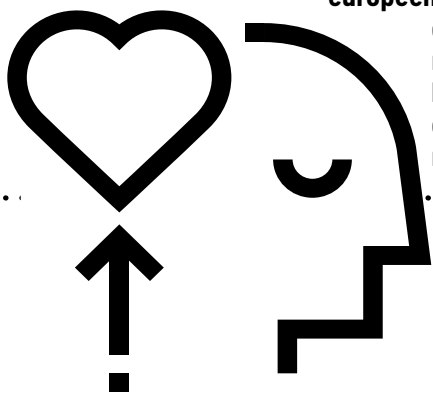
- **Damien Carême** -
Député européen

Les commissions dont je fais partie :

LIBE (libertés civiles, justice, affaires intérieures), ITRE (industrie, recherche, énergie), ECON (affaires économiques et monétaires), FISC (questions de fiscalité).



RÈGLEMENT DE DUBLIN



C'est le nom du système qui organise les procédures de demandes d'asile en Europe. Depuis septembre 2020, dans le cadre du nouveau Pacte Asile et Migration, le Parlement européen se penche sur sa révision : **je suis chargé de suivre ce dossier pour l'ensemble du groupe des Verts / ALE au Parlement européen.** Le travail ne manque pas ! Les véritables chiffres de l'asile prouvent en effet que ce système est indigne en plus d'être parfaitement inefficace. Le critère du pays de première entrée, notamment, est absurde et inhumain : je défends un principe de solidarité européenne où les demandeur-se-s d'asile seraient relocalisé-e-s équitablement entre les États membres, et où leurs liens d'attachements seraient pris en compte. Nous devons parvenir à une politique migratoire européenne humaine. Nous devons choisir l'accueil, la solidarité, la dignité.

TAXE CARBONE AUX FRONTIÈRES DE L'UE

Exiger que le prix du carbone soit enfin le même pour tous, au sein de l'Union européenne et en dehors, c'est encourager le développement de solutions moins émettrices partout. L'idée ? Créer un cercle vertueux pour que tout le monde soit incité à accélérer la transition. **Je suis responsable de ce dossier pour les Verts dans les commissions de l'énergie (ITRE) et de l'économie (ECON).**

100% VERTE LA STRATÉGIE HYDROGÈNE

Je suis rapporteur pour les Verts de ce dossier. Les lobbies gaziers ont dépensé 58,6 millions d'€ pour influencer la politique européenne sur l'hydrogène : je ne peux pas l'accepter. L'hydrogène peut permettre la décarbonation des secteurs les plus polluants, à condition qu'il soit exclusivement produit à partir d'énergies renouvelables.

TRANSPARENCE

Chaque jour : je veux lutter contre le pouvoir indécent des lobbies. Ainsi, j'ai porté plainte (avec succès) contre BlackRock (ce méga-investisseur dans les énergies fossiles) lorsqu'une étude sur la finance durable lui a été confiée par la Commission européenne, et ce malgré l'évidence du conflit d'intérêts ; j'ai également alerté à plusieurs reprises le Commissaire Breton, de la main-mise des entreprises privées sur les décisions de la Commission, notamment dans le domaine de l'hydrogène. Il n'est pas question de laisser nos vies, la planète, à la merci d'intérêts privés, et néfastes.

1000

... km de murs ont été érigés ces 30 dernières années pour empêcher les chercheur-se-s de refuge de venir en Europe.

1000 km de honte ! À nos frontières, les violences et les refoulements illégaux se multiplient. Le Parlement européen a lancé à ce sujet une enquête sur la responsabilité de Frontex*. **Cela faisait un an que je la réclamais.**

*Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes

40%

DES PROFITS DES MULTINATIONALES SONT DÉLOCALISÉS DANS LES PARADIS FISCAUX. MANQUE À GAGNER POUR LA FRANCE : 20 MILLIARDS D'€.

Il faut récupérer cet argent, l'utiliser pour changer nos manières de vivre. Le système CBCR* est un premier pas pour y parvenir. Je me suis battu pour sa mise en place. Grâce à lui, les multinationales seront obligées de publier leurs montants d'impôts, pays par pays : cela permettra de vérifier qu'elles paient leur juste part, partout. C'est le fruit d'un long combat des écologistes au niveau européen !

*Country by Country Reporting

DIGNITÉ

En janvier 2021, après avoir constaté la situation dramatique à la frontière franco-italienne, j'ai invité mes collègues parlementaires à me rejoindre aux côtés des bénévoles, sur place, le temps de Maraudes Solidaires. Ce que les chercheur-se-s de refuge endurent me révolte : condamné-e-s à passer la frontière de nuit, en traversant les Alpes enneigées ; renvoyé-e-s aussitôt en Italie par la PAF française ; condamné-e-s à la souffrance et au non-accueil imposé par les autorités. Ce que les bénévoles et les soignant-e-s supportent de leur côté me révolte également : à chaque maraude, ils, elles sont malmené-e-s par les forces de l'ordre, verbalisé-e-s ou parfois même placé-e-s en garde-à-vue. Chaque week-end, donc, durant 3 mois, nous avons avec mes collègues, soutenu les bénévoles à Montgenèvre. Ce que nous avons vécu à leurs côtés, à 1800 mètres d'altitude, nous a toutes et tous marqué-e-s à vie. Il faut que cessent ces façons de faire illégales, illégitimes, dangereuses. Je continue chaque jour de me battre pour la solidarité, pour la dignité, pour la fraternité.



21,8

MILLIARDS D'€

C'est la somme des recettes fiscales dont va se priver la France si elle continue de défendre pour les multinationales un taux d'imposition minimum effectif mondial de 15%, au lieu d'un taux plus ambitieux d'au moins 25% : celui que je défends en tant que rapporteur pour les Verts de la taxation des GAFAM (les géants du numérique). Nous sommes à l'aube d'une révolution fiscale mondiale : il ne faut pas la manquer.